

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 129 (1984)
Heft: 3

Rubrik: Revues

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue Historique des Armées N° 4/1983

L'ultime livraison de 1983 est centrée sur l'amiral Suffren et sur la marine en général. C'est son chef d'état-major, l'amiral Leenhardt, qui l'introduit. Le «Dossier Suffren» s'ouvre par la relation de deux opérations géostratégiques: la campagne de Suffren relatée par le professeur Jean Meyer, et celle des Malouines qu'évoque Philippe Masson du Service historique de la marine.

L'opération de diversion menée par Suffren eut tourné à la débâcle si la paix n'était pas intervenue avant l'arrivée des renforts anglais. Il n'en demeure pas moins que l'amiral français a tenu tête à une flotte anglaise «supérieurement dirigée par l'amiral Hughes» et a sauvé la colonie hollandaise du Cap en empêchant les Anglais d'y débarquer.

Quant à la guerre des Malouines de 1982, elle s'inscrit parmi les opérations géo-stratégiques à objectif limité mais à grande distance pratiquées par les grandes marines dès le XVIII^e siècle.

Etienne Taillemite évoque la marine et ses chefs pendant la guerre de l'Indépendance américaine, traditionnellement considérée par les historiens comme l'une des apogées de la marine française qui connut alors une puissance rarement atteinte ni auparavant ni par la suite. L'auteur présente les ministres, officiers généraux qui furent appelés à jouer les principaux rôles sur les différents théâtres d'opérations. C'est Besenval qui, dans ses *Mémoires*, affirmait que cette guerre avait été «aussi coûteuse que mal conduite», l'un n'allant d'ailleurs pas sans l'autre.

Plus loin, c'est Jean Boudriot qui évoque les matériels, c'est-à-dire les navires de combat de la guerre de l'Indépendance américaine. On retiendra, en outre, avec intérêt la contribution d'A. Carré intitulée «Aspects médicaux de la Campagne de l'Inde». En 1759, Duhamel du Monceau publiait son ouvrage «Moyens de conserver la santé aux équipages des vaisseaux». Mention particulière doit être faite – même si cela semble paradoxal en pleine mer – de la «manière de purifier l'air». Même sans

épidémie, une campagne comme celle de l'Inde présente un taux de mortalité constant.

Défense nationale, février 1984

En tête de cette livraison, un article de M. Pierre Audigier, ingénieur en chef des mines, sur les implications stratégiques du commerce est-ouest. L'an dernier déjà, le même auteur s'était penché sur le poids des dépenses de défense sur l'économie soviétique. L'auteur montre que les débats – sous-tendus par des menaces ou par l'exécution de sanctions économiques – entre l'Est et l'Ouest ont été particulièrement tendus ces dernières années, en particulier depuis l'invasion de l'Afghanistan. Le moment est venu de faire le point. M. Audigier rappelle opportunément que «l'Union soviétique cherche d'abord à tirer le meilleur parti des ressources de l'Europe occidentale en hommes, en technologie et en *capital*». (C'est nous qui soulignons, réd.) Il ajoute que «pour les pays est-européens, pauvres en ressources naturelles, l'Union soviétique, pays aux ressources considérables et souvent encore inexploitées, représente un partenaire commercial idéal. A ne voir que l'économie, on pourrait se satisfaire de cette complémentarité.» Mais l'auteur insiste sur le fait que l'URSS persiste à chercher par tous les moyens à s'assurer l'hégémonie sur cette péninsule de l'Asie qu'est l'Europe. C'est dans ce contexte, notamment, que s'inscrivent ses échanges commerciaux avec le monde libre. Le diagnostic de l'économie soviétique est difficile à formuler puisque les données statistiques sont le plus souvent tronquées et qu'elles se font d'ailleurs de plus en plus rares. Ce qui n'empêche pas les démocraties occidentales de faire fiasco lorsqu'il s'agit d'appliquer des embargos à l'URSS au titre de sanction comme après l'invasion de l'Afghanistan par exemple. Il est un peu plus aisé (mais ce n'est pas non plus une sinécure) d'appliquer un embargo stratégique visant à limiter les capacités militaires de l'Est. Dans le domaine des crédits, on s'est aperçu (mieux vaut tard que jamais) à la suite des événements de Pologne que l'Occident détenait une masse de manœuvre non négligeable.

Examinant «le retour du Japon, puissance militaire», Hervé Couteau-Bégarie n'écarte pas la possibilité d'un réarmement massif du Pays du Soleil Levant. D'abord parce que la barrière psychologique qui existe encore aujourd'hui n'est pas absolument infranchissable, et ensuite parce que l'histoire du Japon offre bon nombre d'exemples de renversement subit.

A retenir enfin, dans la chronique «Défense en France» que tiennent Georges Vincent et Jean Minelero, l'évocation de «la réforme du système des réserves et de leur rôle». A la question «des réserves, pour quoi faire?», M. Jean Gatel, nouveau secrétaire d'Etat à la Défense et qui visitait la Suisse en ce mois de mars, répond: «C'est la mission qui doit conditionner l'organisation.» Pour l'armée de terre, le problème réside précisément dans l'inadéquation des besoins à la ressource, celle-ci dépassant de très loin les nécessités effectives.

Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift N° 2, février 1984

Une fois encore, le rédacteur en chef, dans son éditorial, doit s'en prendre aux médias. C'est la radio suisse-allemande qui encourt ici ses foudres, entraînée qu'elle est par le courant de désinformation qui déferle sur la quasi-totalité de nos moyens d'information. Pour sa part, le divisionnaire Däniker montre qu'après l'armée, c'est la protection civile qui se trouve dans le collimateur des organisations «pacifistes». Et l'auteur de poser la question: renoncer à la protection de la population, est-ce vraiment témoigner de son amour pour la paix?

Plus loin paraît la seconde partie de l'étude du commandant de corps Senn, ancien chef de l'EMG, qui répond à la

question de savoir si notre infrastructure et notre conception d'engagement sont dépassées. L'auteur est d'avis qu'en dépit d'amélioration toujours possibles et souhaitables au demeurant, la conduite opérative et tactique de nos forces est adaptée à la menace actuelle, et même à celle du proche avenir. L'auteur conclut en rappelant que «nous autres Suisses ne nous laisserons pas aisément entraîner dans une guerre. Mais si celle-ci nous est imposée, nous rendrons à l'agresseur la vie infernale puisqu'il s'agit en définitive de la vie ou de la mort de notre peuple. La nécessité brutalement imposée contre sa volonté à un peuple de se battre peut libérer des forces élémentaires du type de celles qui animaient les premiers Confédérés. La tâche des chefs de tout rang consiste à diriger ces forces et à les convertir de manière à rendre leurs effets insupportables pour l'ennemi.»

Notons pour terminer la seconde partie de l'étude du colonel EMG Stucki sur l'instruction des officiers de renseignement. Il s'agit ici principalement de l'étude d'un exemple concret d'analyse sur la carte.

Military Review N° 1, janvier 1984

Le capitaine Lynn W. Kaufmann et le lieutenant-colonel Gregory Lucas Belenky insistent sur la nécessité pour chaque militaire de savoir maintenir la vie jusqu'à l'arrivée de secours compétents ou jusqu'au transport en un lieu approprié du blessé sur le champ de bataille. Les forces qui se préparaient à embarquer pour le Liban ont reçu soixante heures d'instruction et d'entraînement aux premiers secours, soit une semaine complète sur les douze que comprenait leur entraînement de base; une proportion qui n'est pas apparue excessive. Et qui fait réfléchir.